

*Initiatives ministérielles*

Ces pays qui sont situés très loin du Moyen-Orient avaient déjà commencé à éprouver des difficultés parce que notre gouvernement avait réduit par deux fois les crédits destinés à l'Aide publique au développement. Dans le tiers monde, le fossé s'élargit de plus en plus entre les riches et les pauvres et la situation est déjà tellement critique que nous risquerions, en continuant dans cette voie, de provoquer une dépression à l'échelle internationale, sans parler d'une récession ici même, au Canada.

La crise du pétrole vient aggraver une situation déjà difficile et présage un avenir très sombre pour de nombreux pays. La ministre a mentionné qu'elle prévoit apporter des rajustements pour les pays qui sont gravement touchés par la crise du pétrole.

Je demande à la ministre de nous assurer d'abord et avant tout que l'Aide publique au développement ne sera pas détournée vers l'Europe de l'Est. En outre, et compte tenu des difficultés extrêmes que la crise du pétrole provoque dans tellement de pays du tiers monde, le Cabinet va-t-il reconsidérer ses réductions de l'Aide publique au développement et envisager non seulement des rajustements, mais un accroissement de l'Aide publique au développement à l'égard des pays les plus touchés par la crise?

[Français]

**L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures):** Monsieur le Président, je sais l'intérêt que ma collègue porte au développement et à plusieurs occasions—on n'a peut-être pas eu l'occasion de se rencontrer—mais je sais l'intérêt marqué qu'elle porte aux programmes d'aide.

Je voudrais dire tout d'abord que ce gouvernement-ci, et elle le sait car c'est le genre de réponse que je lui ai donnée très souvent, est très engagé à aider les pays du Tiers monde. Je pense qu'on l'a démontré par différentes actions et, bien sûr, le montant d'aide est très important. Je pense qu'il y a d'autres facteurs aussi importants qui démontrent notre engagement envers les pays du Tiers monde.

Je peux peut-être me permettre de lui rappeler, entre autres, que nous avons été le premier pays à effacer la dette des pays du Tiers monde de l'Afrique sub-saharienne, soit les pays du Commonwealth et les pays de la francophonie; nous avons également été un des premiers pays à transformer nos prêts en dons. Alors, je pense que cela démontre clairement, en plus des budgets d'aide, notre engagement à aider les pays du Tiers monde. Elle mentionnait, tout à l'heure, le fonds d'aide de façon à ce qu'il ne soit pas dirigé vers l'Europe de l'Est et cela, je

pense que c'est un engagement que nous avons pris, soit que les budgets d'aide de l'ACDI tels quels ne sont pas utilisés pour les pays de l'Europe de l'Est, ce sont de nouveaux budgets et les budgets d'aide actuels desservent les pays admissibles, tel qu'elle en connaît la liste.

En ce qui regarde la situation actuelle, bien sûr, nous sommes conscients des difficultés immenses causées par la crise, en plus des difficultés qu'ont déjà ces pays-là. Je pense que dans notre façon de travailler avec les pays du Tiers monde, soit par les nombreuses tribunes multilatérales, par notre participation à différents comités internationaux ou également dans nos discussions bilatérales, nous cherchons toujours à définir les meilleurs moyens de maximiser notre aide en fonction de répondre aux situations bien précises et difficiles que vivent les pays du Tiers monde.

Alors, c'est ce que nous sommes en train de faire actuellement; nous sommes déjà conscients de certaines des difficultés accrues de certains pays et je peux assurer ma collègue que nous nous engageons personnellement à essayer de soulager autant que nous le pouvons par nos moyens les difficultés créées en plus par cette crise-là.

**M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis):** Monsieur le Président, la ministre sait très bien, et elle l'a dit, que nous donnons de l'aide à la Jordanie, etc., mais surtout à la Turquie.

L'honorable ministre voudrait-elle nous dire si le très honorable premier ministre ou le ministre des Affaires extérieures ou d'autres ministres rappellent à la Turquie, qui reçoit maintenant de l'aide à cause de cette crise, qu'elle n'a jamais obéi aux Nations Unies qui lui demandent de se retirer de Chypre?

Il y a une multiplicité de résolutions des Nations Unies qui n'ont jamais été reçues par le gouvernement de Chypre et voilà qu'aujourd'hui on donne de l'aide à ce pays-là à cause de l'invasion d'un autre à la suite de grandes résolutions des Nations Unies. C'est un sujet très important au Canada, et je vous assure qu'il y a des centaines de milliers de personnes qui vont écouter votre réponse attentivement.

**L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures):** Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que l'on vit actuellement une période de crise. Je pense que tous les Canadiens et tous les députés de cette Chambre, je crois et j'espère, ont dû être heureux de voir leur gouvernement répondre avec autant d'empressement pour essayer de soulager les populations affectées par cette crise. Je pense que nous avons comme pays une réputation de gens généreux. Nous l'avons démontré dans d'autres crises très importantes et je pense entre